

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

20 MARS 1989

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 1^{er} juillet 1954
sur la pêche fluviale**

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 24 mai 1988, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "modifiant la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale", et en ayant délibéré en ses séances des 16 janvier 1989, 13 février 1989 et 6 mars 1989, a donné le 6 mars 1989 l'avis suivant :

Voir :

- 411 - 1988 :

— N° 1 : Proposition de loi de M. Dufour.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

20 MAART 1989

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 1 juli
1954 op de riviervisserij**

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 24 mei 1988 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 16 januari 1989, 13 februari 1989 en 6 maart 1989, en op 6 maart 1989 het volgend advies gegeven :

Zie :

- 411 - 1988 :

— N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Dufour.

I.

La proposition déposée par M. Dufour "vise à aménager le régime de la confiscation des instruments de pêche" et tend, pour cette raison, à modifier divers articles de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale. Or, l'article 6, § 1er, III, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles attribue aux Régions le pouvoir de régler la pêche fluviale, avec cette conséquence, déduite de l'article 11 de la même loi, que les Régions ont désormais le pouvoir d'ériger en infractions les manquements aux règles sur la pêche fluviale et "d'établir les peines punissant ces manquements conformément au livre Ier du Code pénal, à l'exception des peines criminelles fixées à l'article 7 de ce Code". La confiscation étant, aux termes du même article 7, une peine, les règles proposées par M. Dufour semblent, à première vue, devoir échapper à la compétence du législateur national et ressortir à celle du législateur décentral.

II.

Cette conclusion qui résulte seulement des textes législatifs doit toutefois être revue à la lumière des motifs de l'arrêt n° 44 rendu par la Cour d'arbitrage le 23 décembre 1987 (Moniteur belge du 27 janvier 1988, pp. 1204 et suiv.) où on lit : "Seul le législateur national est compétent pour régler les cas et les conditions dans lesquels la confiscation peut être prononcée à titre de peine". Cette affirmation peut conduire à penser que

les Régions, en dépit du pouvoir que la loi spéciale leur attribue, par son article 11, d'établir les peines, ne peuvent cependant jamais ni établir, ni écarter celle de la confiscation et que le législateur national est seul à pouvoir le faire. Mais sans doute ne peut-on se dissimuler le caractère surabondant du motif ci-dessus reproduit. En effet, la Cour d'arbitrage avait, en l'espèce, à juger d'un décret prévoyant qu'une confiscation pouvait être prononcée sur des objets n'appartenant pas au condamné. En disposant ainsi, il est clair que le décret soumis à la Cour d'arbitrage "cré(ait) une confiscation autre que celle qui est réglée dans le livre Ier du Code pénal" dont l'article 42 précise bien en effet que la confiscation spéciale ne s'applique qu'aux choses dont la propriété appartient au condamné. Il eût donc suffi de relever qu'il y avait ajout à l'article 42 pour faire apparaître que le décret avait violé l'article 11 de la loi spéciale, en ce qu'il créait une peine alors qu'il disposait seulement du pouvoir d'en établir une, dont la substance est, par ailleurs, fixée et délimitée par le Code pénal. La Cour d'arbitrage fait donc une assertion qui n'est pas nécessaire pour justifier son dispositif lorsqu'elle poursuit en disant que le législateur décréteil n'est pas compétent pour régler, non seulement les conditions, mais même les cas dans lesquels la confiscation peut être prononcée à titre de peine. En visant les conditions et les cas, la Cour d'arbitrage affirme bien qu'elle estime que le législateur décréteil n'est pas compétent pour décider, lorsqu'il crée une infraction par décret, si le juge doit ou non prononcer aussi la peine de la confiscation. En dépit de sa netteté, le caractère surabondant de cette affirmation en atténue la valeur de précédent.

Toutefois, cela ne doit pas faire négliger le fait que la Cour d'arbitrage, toujours dans le même arrêt n° 44, fait valoir que le législateur spécial, en 1980, a voulu que le législateur national conserve des prérogatives importantes en matière pénale même lorsqu'il s'agit de la répression propre aux matières ressortissant désormais à la compétence exclusive des Régions. Après en avoir rappelé le texte, la Cour dit de l'article 11 de la loi spéciale que cet "article ne permet cependant pas au législateur décréteil de déroger aux dispositions du livre Ier du Code pénal. Les Communautés et les Régions ne peuvent dès lors recourir à l'article 100 du Code pénal, même si cette disposition est intégrée dans le livre Ier dudit Code". Car, poursuit la Cour, "le législateur spécial a voulu que les règles contenues dans le livre Ier restent uniformes et que les Communautés et les Régions n'y dérogent pas. Il a dès lors précisé expressément que l'ensemble des matières comprises dans le livre Ier du Code pénal ressort de la compétence du législateur national. Il n'appartient pas au législateur décréteil de régler ces matières".

III.

Les conséquences de l'article 11 ainsi entendu, sur la matière de la confiscation, sont les suivantes.

L'article 43 du Code pénal règle différemment la confiscation selon que l'infraction est un délit ou une contravention. L'alinéa 1er oblige le juge à prononcer la confiscation chaque fois qu'il condamne pour délit, tandis que lorsque l'infraction est une contravention, l'alinéa 2 ne permet au juge de prononcer la confiscation que "dans les cas déterminés par la loi". Le silence qu'une loi particulière tient à propos de la confiscation a donc pour le juge une portée différente selon que la peine principale punissant l'infraction en cause, est une peine correctionnelle ou qu'elle est une peine de police. Cette différence que le Code pénal établit quant à la portée du silence de la loi particulière, n'affecte toutefois que le juge qui applique la règle pénale; elle ne retient pas sur la liberté du pouvoir qui pose cette règle. Ce dernier peut toujours soit exclure la confiscation quand il s'agit d'un délit, soit l'imposer s'il s'agit d'une contravention. Le fondement de cette liberté n'est toutefois pas le même dans les deux hypothèses : s'agissant d'un délit, c'est parce que l'article 100 permet de déroger à l'article 43, alinéa 1er, que l'on peut écarter la confiscation; s'il s'agit d'une contravention, il n'y a pas besoin de recourir à l'article 100, l'habilitation de l'article 43, alinéa 2, suffit au législateur qui veut imposer la confiscation. La Cour de cassation a jugé (24 juillet 1916, Pas., 1917, I, 224) que le mot loi a dans ce texte une acception générale qui le rend applicable aux règlements des conseils communaux pris en vertu de la loi, dans le cercle de leur compétence.

Cette différence quant au fondement de la liberté laissée à l'auteur de la règle revêt une portée considérable maintenant qu'il faut en tenir compte pour délimiter le pouvoir des Communautés et des Régions en matière de confiscation. L'arrêt n° 44 de la Cour d'arbitrage, en interdisant aux Communautés et aux Régions de recourir à l'article 100 du Code pénal leur enlève toute possibilité de déroger à l'article 43, alinéa 1er; elles ne peuvent, lorsqu'elles érigent en délit un manquement à leurs dispositions, écarter la confiscation. Le pouvoir national sera seul compétent pour le faire. Il en va autrement si les Communautés et les Régions établissent une contravention; elles peuvent alors prévoir que la confiscation est encourue car elles ne font qu'exercer le pouvoir que leur confère l'article 43, alinéa 2. Ce pouvoir étant de fixer les "cas déterminés" dans lesquels la confiscation doit accompagner la peine de police, le législateur décréto, qui doit "établir les peines ... conformément au livre Ier du Code pénal", s'y conforme en effet en agissant selon les termes d'un texte, l'article 43, alinéa 2, qui est compris dans ce livre. C'est seulement du pouvoir de déroger que la Cour d'arbitrage estime qu'il n'a pas été donné au législateur décréto et qu'il est donc demeuré dans la compétence du législateur national.

IV.

En conclusion, les infractions établies par la loi de 1954 sur la pêche fluviale étant des délits, la confiscation peine accessoire ne peut être réglée que par le législateur national car l'arrêt n° 44 de la Cour d'arbitrage ne reconnaît pas au législateur décréteil le pouvoir de déroger à l'article 43, alinéa 1er, du Code pénal quand bien même cette liberté résulte de l'article 100 du livre Ier, conformément auquel le pouvoir des Communautés et des Régions doit s'exercer.

V.

Il convient toutefois d'attirer l'attention sur le fait que cette situation est inédite car jusqu'ici, il était toujours possible à une loi particulière ayant érigé un fait en infraction - délit aussi bien que contravention - de statuer sur la confiscation. Pour maintenir cette unité dans la répression que le livre Ier du Code pénal assurait, on en est réduit à espérer que le législateur national exercera ses prérogatives en étroite liaison avec le législateur décréteil. Il convient notamment que le législateur national prenne position sur la confiscation le plus tôt possible après qu'un décret a érigé un fait en délit. Tout retard pourrait avoir des conséquences fâcheuses; car le juge devrait en effet, aux termes de l'article 43, alinéa 1er, prononcer une confiscation que peut-être ni le législateur national, ni le législateur décréteil

n'estiment nécessaire à la répression du délit en cause. La condamnation à la confiscation résulterait du silence que le décret tient mais qui, contraint, est dépourvu de signification, et du silence du législateur national dont la cause pourrait bien être simplement que le législateur ignore l'existence du décret, ou que l'opportunité de la règle accessoire n'ait pu être discutée, ou encore que cette règle n'ait pas pu parcourir toutes les étapes de la procédure législative.

VI.

La nécessité pour le législateur national d'intervenir afin de compléter le système répressif établi par un décret - de préférence en harmonie avec les intentions des auteurs de celui-ci - conduit à formuler deux observations.

Il convient d'abord d'observer que ledit législateur n'est évidemment pas lié en droit par les vœux qui auraient été exprimés dans une autre assemblée législative. Par ailleurs, si une telle collaboration peut, dans les faits, se concevoir tant que les membres des Conseils siègent également au Sénat ou à la Chambre des Représentants, elle deviendra à tout le moins aléatoire lorsqu'ils seront élus directement.

Plus fondamentalement, il faut constater que le principe qui sous-tend les réformes institutionnelles de 1980 est l'autonomie des Régions et Communautés, cette règle ne pouvant souffrir d'autres exceptions que celles qui sont expressément prévues par la Constitution ou une loi spéciale. Cette interprétation, qui se dégage de nombreux avis de la section de législation, n'a jamais été contestée.

La collaboration qui vient d'être évoquée ne résulte toutefois d'aucune disposition constitutionnelle ou législative explicite, et les travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles n'indiquent nullement qu'elle aurait été envisagée par le législateur.

Le Conseil d'Etat attire dès lors l'attention du Parlement sur le fait, à tout le moins paradoxal, qu'une autorité compétente pour établir une peine principale ne peut régler la peine accessoire. Il appartiendra aux Chambres législatives de se prononcer sur l'opportunité qu'il y aurait de modifier l'article 11 de la loi spéciale précitée.

I.

Het door de heer Dufour ingediende voorstel "beoogt een aanpassing van de regeling op het stuk van de verbeurdverklaring van vistuigen" en strekt dus tot wijziging van verscheidene artikelen van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij. Nu is de bevoegdheid voor de riviervisserij door artikel 6, § 1, III, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aan de Gewesten toegekend, met als gevolg - dat is af te leiden uit artikel 11 van diezelfde wet - dat de Gewesten voortaan bevoegd zijn om de niet-naleving van de voorschriften voor de riviervisserij strafbaar te stellen en "de straffen wegens de niet-naleving (te) bepalen overeenkomstig Boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van de criminele straffen bepaald in artikel 7 van dat Wetboek". Aangezien verbeurdverklaring luidens datzelfde artikel 7 een straf is, lijken de door de heer Dufour voorgestelde regels op het eerste gezicht niet tot de bevoegdheid van de nationale wetgever maar tot die van de decreetgever te behoren.

II.

Die conclusie, die enkel uit de wetteksten is gehaald, moet echter worden herzien in het licht van de motivering van arrest nr. 44 dat het Arbitragehof op 23 december 1987 heeft gewezen (Belgisch Staatsblad van 27 januari 1988, blz. 1199 en volgende). Daar staat te

lezen : "Enkel de nationale wetgever is bevoegd om te bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden de verbeurdverklaring als straf uitgesproken kan worden". Die bewering kan de indruk doen ontstaan dat de Gewesten, hoewel ze krachtens artikel 11 van de bijzondere wet de bevoegdheid hebben gekregen om de straffen te bepalen, evenwel nooit de verbeurdverklaring als straf kunnen voorschrijven of uitsluiten en dat de nationale wetgever de enige is die dat kan doen. Men mag zich echter niet verhelen dat het hierboven aangehaalde motief ten overvloede is aangevoerd. Het Arbitragehof had in de bewuste zaak immers te oordelen over een decreet dat voorzag in mogelijke verbeurdverklaring van voorwerpen die niet aan de veroordeelde toebehooren. Het is duidelijk dat het aan het Arbitragehof voorgelegde decreet op die manier "een andere verbeurdverklaring (creëerde) dan die welke is geregeld in Boek I van het Strafwetboek", hetwelk in artikel 42 preciseert dat de bijzondere verbeurdverklaring enkel toepassing vindt op de zaken die eigendom van de veroordeelde zijn. Het Hof had dus kunnen volstaan met erop te wijzen dat aan artikel 42 iets was toegevoegd, om duidelijk te maken dat het decreet artikel 11 van de bijzondere wet had geschonden doordat het een nieuwe straf invoerde terwijl het enkel een straf kon stellen, waarvan de wezenlijke inhoud overigens door het Strafwetboek wordt bepaald en omlijnd. Het Arbitragehof doet dus een bewering die niet noodzakelijk is om het dictum van zijn arrest te verantwoorden, als het zegt dat de decreetgever niet bevoegd is om de voorwaarden of zelfs de gevallen te regelen waarin verbeurdverklaring als straf kan worden uitgesproken. Met die verwijzing naar de voorwaarden en de gevallen geeft het Arbitragehof goed en wel als zijn mening te kennen dat de decreetgever, wanneer hij bij

decreet een misdrijf instelt, niet bevoegd is om te beslissen of de rechter al dan niet ook de verbeurdverklaring als straf moet uitspreken. Doordat die bewering, hoe klaar en duidelijk ook, ten overvloede is gedaan, verliest ze toch wel van haar waarde als precedent.

Bij dat alles mag echter niet veronachtzaamd worden dat het Arbitragehof, nog altijd in datzelfde arrest nr. 44, doet gelden dat de bedoeling van de bijzondere wetgever in 1980 is geweest dat de nationale wetgever in strafzaken aanzienlijke prerogatieven zou behouden, ook als het gaat om de specifieke bestraffing in aangelegenheden die voortaan uitsluitend tot de bevoegdheid van de Gewesten behoren. Het Hof haalt eerst de tekst van artikel 11 van de bijzondere wet aan en zegt dan dat dit "artikel de decreetgever evenwel niet toe(staat) af te wijken van de bepalingen van Boek I van het Strafwetboek. De Gemeenschappen en de Gewesten kunnen dus geen beroep doen op artikel 100 van het Strafwetboek, ook al is die bepaling ondergebracht in Boek I ervan". Want, zo gaat het Hof voort "de bijzondere wetgever heeft de in Boek I vervatte regels uniform willen houden en heeft gewild dat de Gemeenschappen en de Gewesten er niet van afwijken. Hij heeft dan ook uitdrukkelijk gesteld dat het geheel van de aangelegenheden vervat in Boek I van het Strafwetboek tot de bevoegdheid van de nationale wetgever behoort. Het staat niet aan de decreetgever die aangelegenheden te regelen".

III.

Het aldus opgevatte artikel 11 heeft ten aanzien van de verbeurdverklaring de volgende consequenties.

Artikel 43 van het Strafwetboek regelt de verbeurdverklaring anders naargelang het misdrijf een wanbedrijf of een overtreding is. Het eerste lid verplicht de rechter ertoe de verbeurdverklaring uit te spreken telkens als hij iemand veroordeelt wegens een wanbedrijf, terwijl hij bij een overtreding de verbeurdverklaring krachtens het tweede lid enkel mag uitspreken "in de gevallen bij de wet bepaald". Het stilzwijgen van een bijzondere wet over de verbeurdverklaring heeft dus voor de rechter een andere betekenis naargelang de hoofdstraf voor het bewuste misdrijf een correctionele straf of een politiestraf is. Die verschillende betekenis die door het Strafwetboek wordt gehecht aan het stilzwijgen van een bijzondere wet, is evenwel alleen van belang voor de rechter die het strafrechtelijke voorschrift toepast; het heeft geen invloed op de vrijheid van het gezag dat het bedoelde voorschrift vaststelt. Dat gezag heeft nog altijd de mogelijkheid om ofwel, in geval van een wanbedrijf, de verbeurdverklaring uit te sluiten, ofwel, in geval van een overtreding, ze op te leggen. De grondslag van die vrijheid is in de twee gevallen echter niet dezelfde : bij een wanbedrijf is uitsluiting van de verbeurdverklaring mogelijk omdat krachtens artikel 100 kan afgeweken worden van artikel 43, eerste lid; bij een overtreding is een beroep op artikel 100 niet nodig omdat de machtiging vervat in artikel 43, tweede lid, voldoende is voor de wetgever die de verbeurdverklaring wil

opleggen. Het Hof van cassatie heeft geoordeeld (24 juli 1916, Pas. 1917, I, 224) dat het woord "wet" in die tekst een algemene betekenis heeft die maakt dat het mede van toepassing is op de verordeningen welke de gemeenteraden krachtens de wet vaststellen binnen hun bevoegdheidssfeer.

Dat verschil in grondslag van de vrijheid die gelaten wordt aan de steller van het voorschrift, is van groot belang nu er rekening mee moet worden gehouden om de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten inzake verbeurdverklaring af te grenzen. Doordat het arrest nr. 44 van het Arbitragehof de Gemeenschappen en de Gewesten verbiedt een beroep te doen op artikel 100 van het Strafwetboek, ontnemt het hun elke mogelijkheid om van artikel 43, eerste lid, af te wijken; wanneer zij de niet-naleving van hun bepalingen als wanbedrijf strafbaar stellen, kunnen zij verbeurdverklaring niet uitsluiten. Alleen de nationale overheid zal daarvoor bevoegd zijn. Anders ligt het wanneer de Gemeenschappen en de Gewesten een overtreding invoeren; zij kunnen dan bepalen dat er verbeurdverklaring is want zij oefenen daarmee alleen maar de bevoegdheid uit die hun door artikel 43, tweede lid, wordt verleend. Die bevoegdheid bestaat er immers in te bepalen in welke gevallen de verbeurdverklaring met de politiestraf moet samengaan, zodat de decreetgever, die "de straffen ... (moet) bepalen overeenkomstig Boek I van het Strafwetboek", zich daarnaar gedraagt wanneer hij handelt volgens de bewoordingen van een tekst - artikel 43, tweede lid - die in dat boek vervat is. Alleen van de bevoegdheid tot afwijken vindt het Arbitragehof dat ze niet aan de decreetgever is verleend en dus in de bevoegdheidssfeer van de nationale wetgever is gebleven.

IV.

Tot besluit kan worden gesteld dat aangezien de bij de wet van 1954 op de riviervisserij bepaalde misdrijven wanbedrijven zijn, verbeurdverklaring als bijkomende straf enkel kan worden geregeld door de nationale wetgever want het arrest nr. 44 van het Arbitragehof acht de decreetgever niet bevoegd om af te wijken van artikel 43, eerste lid, van het Strafwetboek ook al resulteert die vrijheid uit artikel 100 van boek I, waarnaar de Gemeenschappen en de Gewesten zich in de uitoefening van hun bevoegdheid moeten gedragen.

V.

Er moet echter wel op gewezen worden dat deze toestand volkomen nieuw is want totnogtoe kon een bijzondere wet waarbij een feit - het weze als wanbedrijf of als overtreding - strafbaar werd gesteld, ook altijd beslissen over de verbeurdverklaring. Opdat deze, door boek I van het Strafwetboek verzekerde eenheid van bestraffing bewaard blijft, kan men alleen maar hopen dat de nationale wetgever zijn prerogatieven in nauwe samenwerking met de decreetgever zal uitoefenen. Het verdient inzonderheid aanbeveling dat de nationale wetgever, nadat een decreet een bepaald feit als wanbedrijf strafbaar heeft gesteld, zo spoedig mogelijk zijn standpunt over de verbeurdverklaring bepaalt. Elke vertraging zou spijtige gevolgen kunnen hebben want de rechter zou overeenkomstig artikel 43, eerste lid, een verbeurdverklaring moeten uitspreken welke misschien noch door de nationale wetgever, noch door de decreetgever noodzakelijk wordt geacht voor de bestraffing van het wanbedrijf in kwestie. De veroordeling tot verbeurdverklaring zou dan het gevolg zijn van het stilzwijgen van het decreet, dat echter gedwongen en daarom zonder

betekenis is, en van het stilzwijgen van de nationale wetgever, dat misschien wel gewoon hieraan te wijten is dat hij van het bestaan van het decreet niet op de hoogte is, dat de opportuniteit van het bijkomende voorschrift niet is kunnen worden besproken of dat dit voorschrift niet alle stadia van de wetgevende procedure heeft kunnen doorlopen.

VI.

In verband met de noodzakelijke bemoeiing van de nationale wetgever om de bij een decreet ingestelde strafregeling aan te vullen - bij voorkeur in harmonie met de bedoelingen van de stellers van dat decreet - zijn twee opmerkingen te maken.

Eerst en vooral dient te worden opgemerkt dat die wetgever naar recht uiteraard niet gebonden is door de wensen die in een andere wetgevende vergadering kenbaar zouden zijn gemaakt. Bovendien kan men zich zo'n samenwerking in feite wel goed voorstellen zolang de leden van de Raden ook in de Senaat of de Kamer van Volksvertegenwoordigers zitting hebben, maar als die leden eenmaal rechtstreeks worden verkozen, zal ze op zijn minst onzeker worden.

Fundamenteler nog, moet worden vastgesteld dat het beginsel dat aan de institutionele hervormingen van 1980 ten grondslag ligt, de autonomie van de Gewesten en de Gemeenschappen is en dat die regel geen andere uitzonderingen gedooft dan die waar de Grondwet of een bijzondere wet uitdrukkelijk in voorziet. Die interpretatie, die in vele adviezen van de afdeling wetgeving naar voren komt, is nooit betwist.

De samenwerking waarop zojuist is gezinspeeld, volgt echter niet uit enige expliciete grondwets- of wetsbepaling en in de parlementaire voorbereiding van de, bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen is nergens een aanwijzing te vinden dat de wetgever eraan gedacht zou hebben.

De Raad van State wil er dan ook de aandacht van het Parlement op vestigen dat het op zijn minst paradoxaal is dat een overheid die bevoegd is om een hoofdstraf te bepalen, niet de bijkomende straf kan regelen. De Wetgevende Kamers zullen moeten uitmaken of het opportuun zou zijn artikel 11 van de vorenvermelde bijzondere wet te wijzigen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. FINCOEUR,
de Heren :

R. ANDERSEN,
J.-C. GEUS,

C. DESCHAMPS,

P. GOTHOT,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. FINCOEUR.
